

PRIX DE L'ABONTEMENT : Roubsix-Tourcoing, Trois mois, 13 fr. 50. — Six mois, 26 fr. —

Un an 50 francs. — Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne : Trois mois, 15 francs. —

Les Départements et Extranger, les frais de poste en sus.

Le prix des abonnements est payable d'avance. Tout abonnement continue jusqu'à réception d'avis contraire.

BUREAUX : A ROUBSIX, RUE NEUVE, 17. — A TOURCOING, RUE DES POUTRAINS, 42

Abonnements et annonces : Rue Neuve, 17, à Roubsix.

Directeur : ALFRED REBOUX

Etienne, 9 dis. — A Paris, chez MM. HAVAS, LAFFITE

AGENCE SPÉCIALE A PAPIS DE MOTE D'ATRE D'A

AGENCE SPÉCIALE A PARIS, Rue Notre - Dame-des - Victoires,

Etienne, 9 bis. - A Paris, chez MM. HAVAS, LAFFITE et Co, place de la Bourse, 9 et rue Notre-Dame-des-Victoires, 28. - à Bruxelles, à l'Office de Publicité.

ROUBAIX, LE 9 MARS 1890

NOUVELLES DU JOUR

Le traité france-ture

Paris, 8 mars. — M. Tirard et M. Spuller se
sont rendus aujourd'hui dans l'un des bureaux de
la Chambre pour conférer, avec un certain nombre de députés, au sujet de la demande qui a été
faite hier au gouvernement par M. Méline de
communiquer au groupe agricole les documents
relatifs au renouvellement du traité franceture.

Parmi les députés qui assistaient à la réunion, eitons MM. Méline, Turrel, Ribot, Jamais, etc.
On sait que le traité franco-ture expire le 43 mars et que la question est de savoir si le traité, n'étant pas renouvelé, la France reste liée par la clause de la nation la plus favorisée.
Pour dégager le gouvernement voici ce qui a été décidé;

décide; La Commission des douanes serait chargée, mercredi, de demander officiellement au gouver-nement communication des documents en ques-

mercredi, de demander o incientement au gouvernement communication des documents en quesM. Méline-ferait ensuite publier une note par
laquelle la Commission des documents de l'arcrait
que, ne voulant pas engager irrévocablement le
gouvernement au peint de vue de nos relations
documières avec la Turquie, elle tient à réserver
en entier les droits du Parlement.

M. Tirard et Spuller, menacés d'être interpellés à nouveau à ce aujet, ont accepté ce moyen
délatoire.

Rien n'empêchera done plus les auteurs de la
proposition, tendant à établir un droit sur les raisins secs, d'en demander la discussion.

Un horrible assassinat à Moscou

Moscou, 8 mars. — L'assassinat d'une sœur de
charité nommés Pianitzke, âgée de 40 ans, a produit une vive émotion dans la ville.

La victime a été étranglée, puis son corps a été
découpé en morceaux, qui ont été placé dans un
sac dont l'ouverture a été cousue.

La tête détachée du tronc a été trouvée dans un
autre quartier de la ville,

Le meurtrier nommé Belsousoff, âgé de 23 ans,
étudiant en médecine a été arrêté hier dans la
province de Wladimir, et s'est suicidé.

El-état de Guill'aumes H

Berlin, 8 mars. — L'empereur n'a pas autorisé
a mars à se readre avec les princesses ses filles,

Elétat de Gulliaume II

Rerlin, 8 mars. — L'empereur n'a pas autorisé
sa mère à se rendre avec les princesses ses filles,
à Aix-les-Bains, pour y rester pendant la durée
du séjour de la Reine d'Angleterre.
Je vous confirme absolument que l'état d'esprit
de l'empereur donne de vives inquiétudes. Le discours mystique et menaçant prononcé par lui au
diaer de la Diéte de Brandebourg ent venu augmenter les craintes de son entourage; on s'en
préoccupe vivement à la chancellerie.

Soldate portugals républicains
Madrid, 8 mars. — Le Digra popular, de Lis-

Soldats portugals républicains
Madrid, 8 mars. — Le Diaro popular, de Lisbonne, annonce qu'on a mis en prison plusieurs
soldats d'un régiment de lanciers portugais, qui
oat paussé, la auit déralère les cris de : Vive la
république l à l'intérieur de leur caserne.

La question des étrangers
Paris, 8 mars. — La Chambre a nommé aujourd'hui la commission chargée d'examiner les diverses propositions tendant à régler la situation des
étrangers en France et à protéger le travail national contre les étrangers.
Cette Commission est composée de MM. Lalou,
Macheres, de Rouvre, Sarrien, Droa, Baile,
Haussmann, Lecomte (Nord), Turrel et Boucher :
elle est en majorité favorable.

L'Incident Rocques

Haïphong, 8 mars. — Les frères Roques et M.

Haïphong, 8 mars. — Les frères Roques et M. esto sont libres, et viennent de rentrer à Haï-Costo sont libres, et viennent de r phong. Leur comprador chinois a été tué.

Mort de Mme Dollfus

Mort de Mme Dollfus

Paris, 8 mars. — M. le baron Hausemann a été
frappé par un deuil bien cruel.

Sa file ainée, Mme Camille Dollfus, est morte
Ala suite d'une très courte maladie.

Elle était agée de cinquante ans.

Elle était la femme de l'ancien député qui a représenté pendant plusieurs années le département
de l'Alsace au Parlement français; et elle laisses
un fils, M. Daniel Dollfus, sous-lieutenant à l'armée d'Afrique.

Ses obsèques ont été célébrées aujourd'hui, à
deux heures précises, au temple de la Rédemption, rue Chauchat.

On s'est réuni à l'église.

L'inhumation a eu lieu au cimetière du PèreLachaise.

Un espion Allemand Paris, 3 mars.— Il y a une semaine, on arrêtait à audun-le-Roman un personnage étranger, à l'accent allemand. Fouillé, il fut trouvé porteur d'une lettre lui donnant des instructions formelles pour pratiquer l'espionnage militaire dens la région du nord de la France.

gion du nord de la France. Il se nomme Niemeyer, précèdemment lieute-nant au régiment d'infanterie nº 17, en garnison à Mulhouse.

La conférence de Berlin

M. Guesde, secrétaire du conseil national du Parti ouvrier et un des représentants ies plus en vue des marxistes, a fait part à un rédacteur du Galigneni Messenger de quelques-unes de ses idées relativement au congrès de Berlin: "D'après lui, il y a complet accerd entre l'empo-

Galignami Messenger de quelques-unes de ses idées relativement au congrès de Berlin:

"D'après lui, il y a complet accord entre l'emporeur et son ministre, et quoi qu'on puisse dire, il en est convaincu. L'inspirateur, le seulfheur de Bismark serait M. Shaeffie, ancien ministre de l'agriculture et du commerce d'autriche-Hongrie en 1871. Il faisait partie du ministère il Johanwart.

"M. Gueade définit le caractère de Shaeffie comme étant la quintessence du socialisme.

"Lassalle a été lié, en effet, avec Bismarck, mais l'homme d'actualité c'est Schaeffie. Le socialisme fait en Allemagne des pas de geant, l'armée en est en partie pénétrée. La fameuse discipline allemande fourners contre le militarisme. et l'alliance des deux prolétariats amèners la réconciliation.

"Les socialistes aliemands es sent prononcés pour la restitution de l'Alsace-Lorraine à la France, et ce ne sers pas la triple alliance, mais l'union france allemande qui défendra la civilisation occidentale coatre la barbarie sistique.

"La révolution en Allemagne est sur le point d'abouit. L'empereur peut très bien être le Louis XVI de son époque: ila convoqué le diable, et le diable l'emportera."

Le nouvel ambassadeur chinois

Marseille, 8 mars. — Le nouvel ambassadeur de hine à Paris, S. E. Sie-Fou-King est arrivé, hier udi, à Marseille.

Chine à Paris, S. E. Sie-Fou-King est arrivé, hier jeudi, à Marseille.

Ce matin, je me suis rendu au Grand-Hôtel, où j'ai été introduit aussitôt auprès de Son Excellence l'embassadeurd uc Gleste-Empire.

Le général Tcheng-Ki-Tong se trouvait là étvoulut bien me servir d'interprète, car S. E Sie-Fou-Ching ne parle pas notre langue.

L'ambassadeur est âgé de cinquante et un ans; il est de haute taille. Avant de venir occuper à Paris le poste important que son empereur lui a confié, il était grand-juge de la province de Flon-Nan, situation qui tient en même temps de la présidence de la cour d'appel et du secrétariat d'État au ministère de la justice.

Sie-Fou-Ching occupe le deuxième rang dans les dignités du Céleste-Empire. C'est un lettré remarquable, un érudit renommé.

Li-Hung-Tchang, vice-roi de Petchill, dont il a sté le secrétaire, faisait de lui le plus grand cas et n'entreprenait rien d'important sans le consulter.

J'ai reçu de mon gouvernement, me dit l'ambassadeur, des instructions précises pour entretenir des relations amicales avec la France et

l'Angleterre, avec lesquelles la Chine tient à vivre sur un terrain de sympathie cerdiale. Personnellement, j'aime la France; j'aime et j'apprécie l'esprit français; car, si je ne connais pas votre langue, de plus érudite que moi ont tra-duit en chinois les œuvres de vos littérateurs que

duit en chinois les ceuvres de vos interacturs qui J'ai tous lus.

Sie-Fou-Ching est accompagné en Europe par sa femme agée de quarante ans, et sa fille, qui vient d'entrer dans sa quatorzième année.

Sa suite est composée de deux secrétaires, de deux interprètes, de huit attachés, de six élèves interprètes et de quinze domestiques.

L'incident du Dahomey

Paris, 8 mars. — Un des rédacteurs du Matin a eu une interview au sujet du Dahomey, avec un explorateur qui connaît bien ces régions pour les avoir plusieurs fois visitées:

a- Notre action au Dahomey s'impose, a dit motre interlocuteur. Elle a êté renduc nécessaire par Fagression dont nos postes de Kotonou et de Widah ont été victimes; de plus, elle nous procurera plus d'un avantage au double point de vue économique

ont été victimes, de plus, elle nous procurera plus d'un avantage au double point de vue économique et politique.

*Le golfe de Benin, entre Agoue et Kotoneu, est un centre commercial important. On s'y livre à des transactions nombreuses, et on y exporte une grande quantité d'huile de palmes qui alimente notamment les savoneries de Manseille.

*Le chiffre des affaires est considérable il justifierait à lui seul notre intervention si d'autres considérations d'une portée plus élevée ne suffisaient à la rendre nécessaire.

*Une action au Dahomey nous ouvrira la route vers le Niger, dans la partie en amont des rapides, de manière à couper les Anglais à l'Ouest; de plus élle nous permettra, à un moment donné, de relier le golfe de Bénin au Sénégal.

*Cette expédition est le complément de celle du Haut-Sénégal, où elle affermira la situation que nous avons mis dix ans à conquérir. Elle s'effectuera sans grands dangers et sans grands sacrifices, mais elle présente certains inconvénients qu'il scrait coupable de dissimuler.

*Toute la côte du golfe de Bénin est difficile et peu abordable La barre qu'i la borde sur toute son étendue rend très difficulteux le débarquement et l'embarquement.

**Il faudra tenir compte de ces difficultés dans les

rquement. » Il faudra tenir compte de ces difficultés dans les

"Il faudra tenir compte de ces difficultés dans les opérations qui vont se produire.

"Je n'ai pas la prétention de dicter un plan, au chef qui conduira l'expédition, mais il m'est blen permis de vous dire qu'il devra avant tout occuper la ligne de la plage entre les possessions allemandes et auglaises. Maitre de ce point, il pourra, avec un mombre d'hommes relativement peu important, avoir raison des indigènes. Nos troupes pourront facilements et éplacer sur cent kilomètres de plage; de plus, elles seront efficacement appuyées par tous navires.

de plus, elles seront officacement appuyées par tous navires.

**Cette première opération pourrant bien êtro la seule et terminer heureusement la campagne. Les Duhoméens, en effet, n'ont que le commerce pour moyen d'existence. En occupant la côte, nous les réduirons à la misère, à la famine. Or, ils sont gens pratiques, et ils préféreront se débarrasser de leur roi batailleur plutôt que de rompre ieurs relations commerciales avec les Européens.

**L'action dans l'intérieur, vers Abbomey, sera beaucoup plus délicate; elle demande à être conduite avec prudence en ayant eoin d'assurer toujours ses derrières. Mais, je vous le répète, je ne pense pas qu'on ait beson d'y recourir.

**A notre première intervention, les indigênes entreront dans une grande fureur, ils se porteront en masse vers la côte, et là comme jo viens de l'expliquer, on pourra facilement leur administrer une sévère leçon, qui sera suivie de la pacification à bref déial.

**A combien estimez-vous, demandons-nous l'ef-

deiai.

— A combien estimez-vous, demandons-nous l'ef-fectif des troupes qu'on devra employer dans cette

fectif des troupes qu'on devra employer dans ceue campagne?

— Je ne saurais le préciser exactement, mais j'ai la conviction que deux mille hommes bien conduits suffiront. Seulement on devra se garder d'envoyer des régiments métropolitains. Le climat de ces pays essentiellement marécageux, est meurtrier et la maladie occasionnerait plus de pertes d'hommes que tous les engagements.

Les troupes aigériennes et sénégalaises, acclimatées au ciel africain, pourront être utilement employées.

— Les Dahoméens ont-ils de bons soldats et présenteront-ils quelque résistance?

— Les Dahoméens ont-ils de bons soldats et présenteront-ils quelque résistance?

— Les nègres, qui forment la population du Dahomey, sont de petite taille, mais robustes, agiles et blen découplés. Les troupes indigènes ne manquent pass de courage. Elles sont mai aguerries, mai armées, mais il est à craindre que nos voisins les négociants et les Anglais ne leur fournissent de bons lusils et d'abondantes munitions. Quoi qu'il en soit, et en dépit de leur nombre, elles ne pourront jamais résister aux troupes européennes,

— Que pensez-vous des amazones?

— Les amazones? Elles ne sont pas plus terribles que les élégantes que nous admirons au bois de Boulegne, et elles sont bica moins jolies.

Paris, 8 mars.— Le ministre se propose defaire Paris, 8 mars.— Le ministre se propose delaire démentir les renseignements que nous avons publiés au sujet de la situation au Dahomey; nous allons donc préciser.

La dépêche du decteur Bayol existe; elle est arrivée, hier matin, au sous-secrétariat des colo-

arrivée, hier matin, au sous-secrétariat des colonies.

Ajoutons que des renforts importants sont en route (en dehors de la compagnie dont nous avons signale le départ), pour remplacer au Sénégal les troupes déjà dirigées sur Kotonou ou qui vont l'être.

Ces envois de troupes se font par voies détournées ; c'est ainsi que les troupes en questions sont déjà en mer, soit aur des paquebots affrétés, soit à bord des transports de l'Etat.

Leur destination n'est pas le Sénégal; les commandants de navires ont reçu des instructions qu'ils ne doivent décacheter qu'en mer.

Ces instructions leur enjoignent de se détourner

Ces instructions leur enjoignent de se détourne au besoin de leur route pour toucher en un poir déterminé où de nouvellos instructions leur par

viendront.

Si la Chambre autorise l'expédition, les troupes seront transportées à St-Louis ou à Dakar. D'autre part, et comme conséquence de cette mesure, des dépenses assez fortes sont engagées sans attendre l'approbation du Parlement. On parle de 200,000 fr.

200,000 fr.

Disons en terminant qu'un réel désaccord existe entre le ministre de la marine et le sous-serrétaire d'Etat à la marine, au sujet de la conduite de ce dernier et que des incidents de ce fait pourraient bien se produire à l'une des prochaines séances du consoil

conseil.

Peut-être trouvera-t-on à propos de démentir nos renseignements, comme on l'a déjà fait une première fois; mais comme cette fois là aussi l'avenir prouvera l'exactitude de notre information que nous avons puisée à la source la plus sôre.

LES ÉLECTIONS D'AUJOURD'HUI

Six élections législatives et une élection séna-toriale ont lieu aujourd'hui. Dans le Loiret, arrondissement de Gien, par suite de l'invalidation de M. Loreau, conserva-

suite de l'invalidation de M. Loreau, conserva-teur.

Dans la Haute-Garonne, i re circenscription, de Toulouse, pour remplacer M. Constans, nommé sénateur.

Dans la 2e circonscription de Toulouse par suite de l'invalidation de M. Calvinhac.

Dans l'Indre et Loire, arrondissement de Loches pour remplacer M. Arribat décéde.

Dans l'arrondissement de Chinon, par suite de

Dans l'arrondissement de Chinon, par suite de l'invalidation de M. Delahaye boulangiste.

Dans la Vendée 1re circonscription de Fontenay-le-Comte, par suite de l'invalidation de M. Sabouraud.

Sabouraud.

Quant à l'élection sénatoriale elle aura lieu dans les Basses-Pyrénées, en remplacement de M. Plantié décédé.

Enfin les conseillers municipaux de l'Ariège, de l'Eure, du Finistère sont convoqués pour aujourd'hui à l'effet de nommer leurs délégués pour les ses pour protéger nos nationaux contre les attaques du Dahomey?

M. Ettenne, sous-secrétaire d'Etat aux colonies.

Nos relations avec le Dahomey datent de 1964. Une du xwnte siècle.

Dépuis lors, nos relations sontréglées par des traités de commerce.

D'après la convention de 1851, les Français sont

élections sénatoriales qui auront lieu le 13 avril prochain en remplacement de M. Vigarozy, rèpu-blicain, décédé, du marquis de Maldeville, ina-movible décédé, dont le siège a été attribué à l'Eure par voie de tirage au sort; de M. Grandperré, inamovible, décédé, dont le siège a été attribué au Finistère par voie de tirage au sort.

CHAMBRE DES DEPUTÉS

Séance du samedi 8 mars 1890
Présidence de M. FLOQUET, président.
Les tribunes sont aujourd'hui moins combles que
ces jours derniers.
On remarque dans la tribune diplomatique la présence de M. le comte de Munster, ambassadeur d'Allemagne, et de M. le comte Hoyos, ambassadeur d'Autriche

lemagne, et de M. le comte noyos, ambassaucu u au-triche. Au banc des ministres. MM. Rouvier. Barbay et Etienne, qui a un entretien iresanimé avec M. Pierre Alype. La séance est ouverte à 3 heures 20.

RAPPEL AU REGLEMENT La blouse exclue des tribunes M. de Baudry d'Asson. — Je demande la parole our un rappel au réglement. M. le Président.—La parole est à M. de Baudry-'Asson.

M. le Président.—La paroie est a m. un Lautty d'Asson.
M. de Baudry-d'Asson.—L'article 135 du règlement dit que la police de la Chambre est exercée en son nom par le président.
Avant-hier, un de mes électeurs est venu me demander à voir les élus du peuple et même coux qui ne le sont pas, (Rires. Applaudissements aux bancs boulangiates).
L'imissiar de sagvice a dit qu'il ne pouvait pas

mander a voir les eius du peuple et même ceux qui ne le sont pas. (Rires. Applaudissements aux bancs boulangistes).

L'huissier de service a dit qu'il ne pouvait pas donner l'accès des tribunes à un homme revêtu d'une blouse. (Hilarité générale. Applaudissements à droite. Tous les regards cherchent M. Thivrier qui se tient prudemment dans les couloirs.)

Moi, jai manqué, je l'avous, de présence d'esprit ; jaurais du offer, a mon compatriote, ma redingote et prendre sa blouse, et je serais restré sinsi dans la salle des séances, comme M. Thivrier. (Nouveaux rires. Applau-insements à droite.)

Si la défense de laisser entrer un homme en blouse à la chambre était maintenue, ce sorait une atteinte aux principes démocratiques dont M. Floquet a toujours été le champion ardent et autorisé. (Applaudissements à droite.)

M. Guillaumou, questeur. — Les galeries étaient pleines ; alors l'huissier offert à M. de Baudry-d'Asson de faire monter son électeur dans les tribunes. M. de Baudry-d'Asson. — C'est complètement inexact ; on m'a répondu : « Les hommes en blouse n'entrent pas dans les tribunes. » (Agtation. — M. Guillaumon. — D'ailleurs, le bureau va être convoqué pour prendre une décision.

Le premier devoir des questeurs est de faire respecter la dignité de la Chambre.

M. Thellier de Ponchevilld. — Alors, vous désapprouvez la blouse, (Eruit et protestations à gauche).

M. de Baudry d'Asson. — Je maintiens l'exac-

gauche),

R. de Baudry d'Asson. — Je maintiens l'exactitude des faits que j'ai rapportés. (Très bien, très
blet d'oite).

De président. — M. de Baudry d'Asson
eut étre assuré que nous profiterons de sa leçon.
(Rires).

L'incident est clos, au milieu des rumeurs de la
gauche.

L'incident est clos, au milieu des rumeurs de la gauche.

LA COMMISSION DU BUDGET

M. Rouvier, ministre des finances. — Je demande à la Chambre de mettre à l'erdre du jour des bureaux de mardi prochain la nomination de la commission du budget. (Assentiment.)

M. Siegfried. — Je demande, que cette année la commission du budget soit composée de 44 membres au lieu de 38.

L'urgence sur cette résolution est mise aux voix et n'est pas déclarée.

La proposition de résolution est retirée.

VALIDATION D'ELECTIONS La Chambre valide l'élection de M. Laur, dans la Secirconscription de St-Denis. (Ah! ah! aux bancs

36 circonscription boulangistes.)
M. Rathier dépose le rapport de la commission d'enquête sur l'election de M. Vacher, dans la 2e circonscription de Tulle. Question de l'amiral Vallon

Question de l'amiral valion

Accidents de machines aux navires

M. le président.—La parcle est à M. l'amiral
Vallon, pour une question à M. le ministre de la
marine qui l'accepte.

M. l'amiral Vallon.—Récemment un accident
s'est produit à bord du Duboursieu, accident qui a
ému la marine, car il est l'avant dernier d'une série
qui donne à réfléchir aux esprits les plus optimistes.

D'où proviennent ces mécomptes ? On peut les
sttribuer à la confection défectause de quelques
machines et à la façon dont se font les essais de réception.

machines et à la layout confior ces essais aux hommes qui se-ception.

Il faudrait confior ces essais aux hommes qui se-ront appelés plus tard à employer les machines, c'est-à-dire aux marins.

Le croiseur Dubourdieu, lancé en 1886, armé l'an-nés suivante, avait fait des essais très fatigants pour la machine qui avait été reque avec des tares et une

a hactaire qui série de réparations. Plus tard, il a fallu diminuer le nombre de ses canons et diminuer également sa provision de char-

canons et diminuer egatement es par, quelqu'un l'a bon.

Cependant, quelqu'un a fait le plan, quelqu'un l'a exècuté, quelqu'un a monté la machine, quelqu'un a été chargé de conservor le navire.

Il y a donc une personne, une commission ou un comité sur qui doit retomber la responsabilité.

M, le ministre a-t-il fait une enquéte sur les ava-ries du Dubourdieu et est-il décidé à atteindre les responsabilités, si haut qu'elles soient placées? (Ap-clandissements.)

RÉPONSE M. BARBEY M. Barbey, ministre de la marine. M. Barbey, ministre de la marine. — Le Du-bourdieu est un navire en bois 4 lorsqua les essais ont été faits, il a fallu y faire des répara-tions.

La Commission chargée de l'examiner avant son dernier voyage. a déclaré que tout était en âtet.

tut. Le voyage a étá très dur. Arrive à Las-Palmas, l'amiral a dû|relácher p**eur** xminer un cylindre. L'amiral est reparti pour Dakar; on recennut bien-tò, avec un profond étonaement, qu'un piston était

tôt, avec un profond étonament, qu'un piston était cassé.

Arrivé à Dakar, on fit les réparations indispensables et le navire reçut l'ordre de rentrer en France.

Le retour s'est effectué dans d'excellentes conditions, et on s'est convaincu que l'avarie provenait de ce que les tiges des pistons étaitent faussées au moment où le navire a quitté la France.

M. Lacroix. — Comment se fait-ill que le navire n'ait pas été mieux examiné avant son départ ?

M. le Ministre. — Pourtant l'examen avait été fait par les hommes les plus compétents.

Désormais, afin de restreindre les responsabilités, les commussions de recette ne se composeront plus que de trois membres au lieu de neuf.

D'ailleurs, ces avaries arrivent à toutes les marines.

D'ailleurs, ces avaries arrivent à toutes les marines.

Toutefois, le gouvernement fera tous ses efforts pour éviter autant que possible, et, s'il y a des coupables, ils seront punis. (Applaudissements.)

M. l'amiral Vallon. — 3 o n'ai pas attaquè le personnel de la marine, je me suis borné à critiquer le matériel et les opérations d'essais.

J'ai d'ailleurs confiance dans le ministre de la marine pour mettre fin à un état qui ne peut durer.

urer. L'incident est clos. LA OUESTION DE M. DELONCLE Les évènements du Dahomey M. le Président. — La parole est à M. Deloncle pour une question à M. le sous-secrétaire d'Etat au

colonies.

M. Deloncle. — Je désire adresser une question M. le sous-sacrétaire d'Etat aux colonies, sur la situation des établissements français à la côte des Esclaves.

Je lui demande aussi quelles mesures seront prises pour protéger nos nationaux contre les attaques du Dahomey?

tenus d'assister à des sacrifices humains ; des conventions uitérieures les ont affranchis d'assister à cette horrible coutume et leur ont assuré divers avantages commerciaux et territoriaux.

Aujourd'hui, le rof de Dahomey conteste nos droits et refuse de reconpaire notre protectorat.

Il s'est jeté, avec des bandes armées, sur le territoire de Porto-Novo et a fait une razzia dont une partie a été vendue, l'autre égorgée.

Ces actes ont été renouvelés ce mois-ci.

Le gouverneur français de cette région, M. Bayol, s'est rendu dans la capitale du rof, l'equel, pendant trente-trois jours, l'a retenu pour ainsi dire prisonnier; il a du assister à d'horribles égorgements. (Sensation.)

la cependant fait savoir au roi que les traités devalent être respectés.

La réponse du roi fut violente et insolente.

Devant ses prétentions, M. Bayol a du se retirer; il à réjoint la cote et fait savoir que pour sauvegarder la vie et les biens de nos nationaux, il faudrait dent compagnies de tirailleurs sénégalais.

Il lui en a été envoyé trois qui étaient attaquées dès le lendemain matin.

La Chambre écoute, dans un profond silence, les explications du sous-secrétaire d'Etat aux colonies.

M. Etienne. — Nos troupes, installés à Kotoneu, ny victorieusement repoussé les assauts des bandes

M. Etienne. — Nes troupes, installés à Kotonon, ont victorieusement repoussé les assauts des bandes de-Pahemey.

Malheureusement des français, restés imprudenment à Widah, ont été trahis par un traitre qui se dit portugais et ils ont été emmenés prisonniers.

Le gouvernement a, jusqu'à présent, rempli son devoir; si nous n'avons pas compléte satisfaction, il faudra prendre des mesures plus énergiques, non pour conquérir le Dahomey, mais pour lui infliger une terreur salutaire.

Il faudra procéder avec des moyens suffisants; là où flotte le drapeau français, il faut le faire respecter, (Applaudissements.)

M. Delonole. — Je remercie M. le sous-secrétaire d'Etat de ses explications.

L'incident est clos.

d'Etas de ses explications.
L'incident ost clos.
L'an législatism des faillites
L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de loi de M. Maxime Lecomte et de plusieurs de ass collègues portant modification du paragraphe-premier de l'article 5 de la loi du 4 mars 1899, sur la législation des faillites; La proposition est adoptée.
La fabrication des explosibles
L'ordre du jour appelle là suite de la discussion en première délibération, du projet, de loi sur le prix de veute des cartouches comprimées de poudre pour les mines grisouteues.
M. Burdeau, rapporteur. — Il s'agit d'autoriser l'Etat à vendre des cartouches destinces à déviter les accidents dans les mines grisouteuses; mais, à cette

M. Burdeau, rapportent. — Il s'agit d'autoriser l'Esta è vendre des cartouches destinées à éviter les accidents dans les mines grisouteuses; mais, à cette question, on a ajouté celle de la liberté de fabrication des explosibles.

Quelle que soit la solution que l'on adopte, l'Etat. Pourra toujours fabriquer, comme tout le monde, certains explosibles, et, par censéquent, le projet qui est sommis à la Chambre, s'imposait.

Si l'Etat n'est pas autorisé à fabriquer des cartouches, c'est une société privée qui fabriquera ce produit; il le vendra plus cher.

C'est l'ouvrier mneur qui supportera le contre-coup de cette hausse, car c'est lui qui prélèvera sur son salaire la somme nécessaire pour acheter les explosibles.

Pour tous ces motifs, la Commission demande que

Salaire is solution necessaries pour scricer les expic-sibles, Pour tous ces motifs, la Commission demande que l'Etat soit autorisé à fabriquer les explosibles en concurrence avec l'industrie privée. La Chambre adoptera le projet de loi (très bien ! très bien !) M. Laux. — J'ai reçu une pétition de mineurs qui se plaignett de payer trop cher la poudre et la dy-namise. se piagnent de payer trop cher la poudre et la dynamité.

Ces ouvriers font remarquer que la poudre et la dynamité constituent pour eux un outil qu'il est injuste de frapper d'un impôt.

F J'admets le monopole de l'Etat, à condition que la poudré soit livrée au mineur au prix de revient.

Ta conséquence, je propose de fixer le prix de la ventré de cette poudre à 2 fr. 20 le kilog.

M. Prôvet. — La question est complexe; c'est bien le cas de la renvoyer à l'examen d'une commission.

le cas de la renvoyer à l'examen d'une commission.

M. Yves Guyot. — Le nouvel explosible offre des conditions de sécurité telles, qu'après l'expérience, en pourra probablement introduire l'emploi de poudres dans les mines grisouteuses; c'est là ce qui est important, abstraction faite de la question du monopole, et, pour cela, il faut bien que le parlement fixe le prix auquel seront venduse les cartouches.

M. Barbe. — Il n'y s pas de monopole de fait, Il y a. en France, cinq compagnies dont l'une, la Societé Générale, que je préside, fabrique 400,000 kilog, d'explosibles, ce qui ne représente que les 4[6 de la production totale.

Pour augmenter le salaire des mineurs, il y aurait un moyen bien simple ; c'est celui de supprimer l'impot; on ne peut obliger les mineurs à recevoir des poudres qui ne valentrien.

M. de Freycinet. — Le service des poudres et salpètres ne livre que des produits de première qualité.

M. Barlet. — Je demande le renvoi à une commis-

M.Barlet .-- Je demande le renvoi à une commis-

M. Barlet. — Je demande le renvoi à une commission spéciale.
M. de Freyoinet. — La question n'est pas de savoir si l'on va créer un monopole qui existe ; c'est done une question à réserver; mais rieu ne s'oppose à ce que la Chambre vote, dè à présent, le projet qui tend à fixer le prix de vente des cartouches pour les mines grisouteuses; c'est là une simple question de tarifs. (Très bien! très bien.)
M. Jullien. — Il s'agit là d'un monopole nouveau, le coton poudre.
C'est une question littgieuse, actuellement en suspene devant le Conseil d'Etst, et, en déterminant le prix, la Chambre semblerait préjuger la solution à intervenir.

intervenir.

D'autre part, des documents certains prouvent que les poudres à base d'explosibles, produites par l'Etat, ont souvent laissé à désirer, au point de vue de la qualité, et ont causé des accidents.

M. de Freycinet. — Les mèches auxquelles il est fait allusion n'avaient pas été fabriquées par l'Etat.

M. Jullien. — La question fait l'objet d'un procès

Cris: Aux voix! la clôture!
M. Laur. — Je demande la parole contre la clô-

ture.
Cris : La cloture t
Il no faut pas que les mineurs en souffrent; nous
voulons la lumière, je m'oppose à la cloture.
La cloture est mise aux voix et est votée.
MM. Jullien et Prevet demandent le renvoi à une

commission spéciale.

M. le Ministre des finances. —Le gouvernement oppose au renvoi. A la majorité de 322 voix, contre 181, le renvoi

A'la majorité de 322 roix, contre 181, le renvoi n'est pas ordonné.

La Chambre passe à la discussion des articles.

M. Laur. — J'ai l'honneur de déposer un amendement tendant à affranchir, de tout impôt, la poudre spéciale destinée aux mines grisouteuses.

Le prix de la grisoutine était de 3 fr. 40; on propose de le fixer à 4, fr. 40; si la Chambre raiffectet proposition, il y aura un tolle général dans les mines. (Très bien sur divers bances).

L'amendement n'est pas adopté.

M. de Villebois Marcuil. — J'ai l'honneur de déposer un amendement tendant à ce que le chiffre de 4 fr. soit remplacé par 3,40 et à ce qu'on ne fasse pas payer plus cher aux mineurs la nouvelle pondre perfectible que l'ancienne. (Très bien 1 très bien 1 à droite!)

roite!) Je dépose une demande de scrutin. L'amendement de Villebois-Mareuil est repoussé L'amendement de Villebois-Marcuil est repousse par 305 voix contre 196. Après une déclaration de M. Rouvier, disant que le gouvernement accepte d'abaisser ses prix de vente au fur et à memre de l'abaissement du prix de co-ton-poudre, l'article unique du projet est adopté. La Chambre décide qu'elle passera à une deuxième délibération. Séance lundi. La séance est levée à sept heures.

DOUBLE EXECUTION CAPITALE

Paris, 8 mars.— Ce matin ont été exécutés deux assassins; Jeantroux, dit la Sardine, et Ribot, dit le le Chétif; le premier âgé de dix-sept ans, le second, de vingt ans.

On ne peut s'empêcher de faire remarquer l'inhumanité qu'il y a à laisser, même des assassins, dans ce doute terrible qui est une véritable torture, pendant cinquante-neuf jours. Il ya eu, en effet, cetté épouvante ble distance entre la condamnation pronocée le Sanvier par la cour d'assiese de la Seine et l'exécution. Le rejet du pourvoi en grace aurait bien pu étre arrêté et signifié au moins dans les déals légaux.

Il est épouvantable de songer, tout en tenant compte de l'horseur de leur crime, à la leate agonie,

au doute affreux qui étreignait depuis trois mois ces précoces et lâches assassins. La société a l'obli-gation de punir, mais elle ne peut ajouter d'atroces tortures morales à la peine de mort, assez terrible par ellc-même. Voici quelques détails sur la vie des deux cou-pables :

Voici quelques détails sur la vie des deux coupables:

Tous deux appartiennent à la basse pègre.
Jeantroux avait élu domicile dans le viaduc du
chemin de fer Moetparnasse. Dormant le jour et
travaillant la nuit, il assommait les passants attardés, dévalisait les maisons des alentours, se faisait
pour le surplus entretenir par les filles du boulevard
Montparnasse.
Ribot, affroux petit bonhomme à la face terreuse,
au regard de hibou, onze fois condamné déjà pour
mendicité, vol, abus de confiance, etc., Ribot était
son compagnon le plus fidèle.
Sur les indications d'un nommé Pillet, gamin de
dix-sept ans, qui s'en est tiré avec dix ans de réclusion, ces deux bandits assassinèrent le 15 juillet dernier, en plein jouz, dans une maison remplie de locataires, une pauvré femme de soixante ans, la veuve
Kthn.

catairea, une pauvre temme to Khin.

Le sieur Grière, poursuivi comme recéleur avait été acquitté.

Le sieur Grière, poursuivi comme recéleur, avait été sequité.

Le crime

Pillet savait par sa mère, qui portait du lait dans la maison, que Mme Kûhn, concierge da 86 de la rue Bonaparte, était une vieille femme scule, sans défense, affaiblie.

Ribot et Jeantroux se présentèrent une première fois, rue Bonaparte, le 15 juillet, à cinq heures; mais ils s'éloignèrent en voyant la concierge causer avec des locataires.

Ils revinrent à sept heures, Ribot entra le première dans la loge, se jeta sur la pauvre vieille qu'il renversa dans un faiteuil et lui serra la gorge. Comme la veuve Kûhn criait, Jeantroux, pour en finir, sortit son couteau de sa poche et le plongea dans le cou de la concierge, coupa assez profondément le pouce de Ribot, qui serrait tonjours. Ils fracturèrent ensuite les meubles, jetèrent sur le cadavre le linge d'une armoire, fouillèrent en vain les tiroirs, où ils ne trouvèrent rieu, le prix des loyers ayant déjà été remis au propriétaire, et, n'ayaut soustrait que quelques bijoux, s'enfairent à l'approche d'une honne de la maison, la domestique de M. le sènateur Le Guen.

Le Guen.

Place de la Requette

Le brait de l'exécution avait été répand dès hiet
dans Paris; aussi, vers onze heures du soir. la foule
commençait elle é affluer vers le place de la Requet
escundes de grafip de la paix.

La foule citat assez considerable.

A quatre heures et demie, les voitures contenant
les bois de justice débouchent sur la place; la guillotine est vite montée.

In sois de juite montée.

A la prison

A six heures, M. le juge d'instruction Joly et son secrétaire M. Villeuces, accompagnés de M. Beauquesne et de M. Martini, secrétaire de la sûreté, de M. Leygonie, commissaire de polico et de M. Deibler pénétrent, dans la prison.

Ils arrivent à la cellule n. 1 occupée par Jean-

roux. Les gardes réveillent le condamné et lui appren-ent que l'exécution aura lieu dans quelques minutes.

Jeantroux, sur les exhortations de M. l'abbé Faure
Jeantroux, sur les exhortations de M. l'abbé Faure
Jeantroux, sur les exhortations de M. l'abbé Faure
Jeantroux, sur les exhortations de minutes à
peine, on le laisse un instant avec le prêtre, puls if
demande à fumer une pipe, faveur qu'on lui reface.

use, Il boit ensuile trois petits gobelets de rhum, puis il charge l'abbé Faure de plusieurs commissions pour sa fautille. charge l'abbé Faure de plusieurs commissions pour să faunille.

A trois reprises différentes, îl demande à dire adieu à Ribot; comme on lui refusati : « Vous lui direz adieu pour moi, recommande-t-îl à l'abbé. » On passe ensuite à la cellule n° 3, celle de Ribot. Celui-ci dormait aussi. C'est M. l'abbé Validier, auménier des jeunes dé-tenus qui l'assistait.
Il a bu un verre de rhum et îl a însisté aussi pour voir son camarade : « Comment, s'est-îl écrié, c'est la dernière chose que je vous demande et vous me la refusez.»

L'exécution L'exécution

A six heures trente minutes, exactement, les gendarmes postés sur la place mettent l'arme au poing et la grande porte de la Roquette s'ouvre sur le passage de Jeantroux.

Arrivé au pied de la guillotine, il embrasse le cruciux et il se faisse coucher sur la planche, sans un mouvement, avec un calme inoui.

Une seconde après, le couteau fait son œuvre.

M. Debler rentre immédiatement dans la prison, et, au bout de cinq minutes, la porte s'ouvre de nouveau : Ribot apparait, la figure contractée ; il s'elforce de sourire, mais ce sourire n'est qu'un affreux rictus.

rictus.
L'abbé Validier l'embrasse et, une minute ne s'est
pas écoulée que justice est faite.
Le panier est hissé dans dans le fourgon et le
cortège se met en route pour le cimetière d'Ivry,
Les corps des suppliciés, après un simulacre d'inhumation, ont été transportés à l'école de médecine
et livrés à M. le docteur Poirier, qui fera des expériences.

L'ENQUÊTE ÉCONOMIQUE

et les Chambres de commerce La bonneterie française est grandement inté ressée dans l'importante question des traités de commerce. Aussi la chambre syndicale des fa-brieants et des marchands de bonneterie de Troyes a étudié avec soin des réponses à faire au questionnaire du conseil supérieur du com-merce. Voici ces réponses :

merce. Voici ces réponses:

1.* RÉPONSE

(A) On ne peut nier l'état de prospérité actuelle de la bonneterie, si on en juge seulement par as production qui n'a jamais été aussi forte ni aussi variée; mais cette déclaration doit être atténuée dans une très large mesure par cette double constatation que les bénéfices du fabricant, ainsi que les salaires de l'ouvrier pour une mêmo somme de travail, ont été en décroissance constante depuis quelques aunées.

(B) L'excès de production causé par les perfectionnements et l'augmentation de l'outillage; l'insufficents en marche français pour l'absorber et l'enume conséquence, l'énorme concurrence entre les families, surtout avec les Allemands, voire même avec les Espagnols et les Ituliens, par suite de noe prix de revient plus élevés, et aussi à cause de notre organisation défectueuse de vente au dehors.

(C) L'augmentation de production, l'accroissement de la consommation intérieure et le commerce avec l'etranger qui en ont été les conséquences, ont en pour causes directes l'emploi de machines nouvelles et une organisation du travail moomme avant 1860. Il ne serait pas juste de dire d'une marfere absolue que sans le nouveau régime cette rareniferes tontatives de machines nouvelles sont antérieures et remontent à l'Exposition universelle de 1850.

Mais il faut reconnaître aussi que le nouveau système économique a été un puissant stimulant pour les fabricants et que, d'une manière générale, la bonneterie a suivi le grand mouvement industriel qui date de 1860 et en a profité.

20 Dans l'Amérique (Nord et Sud), l'Espagne,

2 REPONSE

2- RÉPONSE

(D) Dans l'Amérique (Nord et Sud), l'Espagne, l'Italie, la Grèce, la Roumanie, la Russie, les Écheles du Levant, l'Egypte, la Turquie d'Europe, la Belgique.

(E) Les exportations se font le plus généralement par l'intermédiaire de commissionnaires résidant à Paris; ceux résidant à l'étranger sont peu employées; les maisons traitant directement avec le dehors sont peu nombreuses encore, mais leur nombre tend à angmenter.

(F) Les produits de bonnetrie importés en France viennent de l'Angleterre, de l'Allemagne et de la Suisse.

uisse.

(G) Les produits anglais sont recherchés pour leur achet spécial de fabrication, et à cause de l'emploi une matière première (mérinos), que la France ne roduit pas encore convensblement; ceux d'origine llemande ou suisse, à cause de leur plus bas prix à uslità àcals.

allemande ou suisse, à cause de leur plus bas prix à qualité égale.

(H) La production du département de l'Aube peut être évaluée aujourd'hui à soixante millions; quinze millions vont à l'exportation.

La production totale de la France peut être évaluée à cent soixante-quinze millions; en 1888, les exportations ont été de trente-sept millions.

(I) En 1886, les importations ont été de sept mil-

En 1887, les importations ont été de huit mil-

En 1887, les importations ont été de six millions.

En 1888, les importations ont été de six millions ciaq cent mille fr.

Nous n'avons pu nous procurer de documents antérieurs.)

(7) En 1867, la production monte à 120,000,000, ét les exportations à 24,000,000, soit un cinquième.

En 1862, la production était de 70,000,000, et les exportations de 7,000,000, soit un dixième.

En 1878, la production était de 70,000,000, et les exportations de 7,000,000,000, soit un sixième pour l'exportation, soit 25,000,000.

En 1890, la production est de 175,000,000, dont 37,000,000 à l'exportation, soit un cinquième.

Comme proportionnelle de l'exportation à la production, les chiffres ci-dessus ne comporte pas de remarque.

duction, les chiffres ci-dessus ne comporté pas de remarque.

Comme comparaison des quantités exportées en 1867, 1878 et 1809, il faut remarquer que les prix de vente en 1830 ent subi unadépréciation de 35 ojo si en les compare à cutx de 1873 et de 60 ojo si on les compare à cutx de 1873.

Cas chiffres concluent à une augmentation des exportations depuis 1880.

Les chiffres nous manquent pour répondre à la question concernant les importations.

(K) Le développement de nos exportations doit être attribué principalement à la baisse de nos prix de vente.

3° RÉPONSE (L) Oui, il y a lieu de dénoncer les traités exis-

tants.

(M. N) Nous demendens le remplacement par de aouvelles conventions à négocier avec les pays [qui nous accorderaient des avantages corrélatifs. Nous demandons que ces conventions eient une durée de dix ans et qu'elles aient la même date d'échéance.

dix ans et qu'elles sient la mème date d'échéance.

4 RÉPONSE

(2) Nous demandons une nouvelle étude du taux des droits indiqués au tarif général des douanes; nous demandons aussi une modification à la classification telle qu'elle y est epécifiée.

(R) Le temps nous manque peur dire immédiatement, et sans une étude plus approfondie, les modifications à demander au taux de l'ancien tarif général. En ce qui concerne la classification, nous demandons, dès maintennt, la suppression de la dénemination de « bonneterie sans couture », qui permet la confusion des bas tubulaires dits sans couture avec des bas diminués non cousus, ceux-cipouvant entrer seus la rubrique de bonneterie sans couture et payer sinsi un droit de 90 fr. au heu de 225. Nous demandons aussi l'introduction dans la nouvelle, classification de la coute de la confusion nouvelles, toutes réserves soient faites peur le cas où de nouveaux articles, non prévus su tarif, viendraient à se produire.

5 RÉPONSE

5. RÉPONSE

5º RÉPONSE

(S) Filès de coton, laine, soie, schappe, mérinos ou mélange de laine et coton.

(T) Les filés de coton et de laine sont presque entièrement fournis par la France, à part unelques filès finssele coton ou de cotons retors et gazés dits fils Perse, fournis par l'Angleterre. La soie et la schappe viennent en partie de la France et de la Suisse. Le mérinos vient d'Angleterre.

(U) Un droit-qui frapperait les matières premièras serait de toutes manières préjudiciable à l'industrie de la bonneterie.

(V) Nous acceptons le système des drawback.

6' RÉPONSE

6. RÉPONSE

6' REPONSE

(W) Celui de la métropole avec faculté pour le
Gouvernement de faire, par décret, les modifications
reconnus utiles, sous la réserve de les faire approuver dans l'année par le Parlement.

7- RÉPONSE

(X) Nous n'en connaissons pas. Sur ce point, nous
appelons l'attention de qui de dreit sur l'organisation
des chemins de fer allemands, qui permet à l'expéditeur de faire facilement et presque partout le france;
pareille chose est, pour ainsi dire, impessible en
France, même sur le territoire français seulement.

SOCIÉTÉ DES AGRICULTEURS DU NORD

Società DES AGRICULTEURS DU NORD Séance du 5 mars 1899
Présidence de M. Gustavas Duraan, président.
M. Ernest Macarez, président sortant, dit qu'il remercie M. Telliez, président honoraire, du concours dévoué qu'il à donné au bureau; c'est avec plaisir qu'il céde la présidence « à un homme qui, comme M. Dubar, jouit de l'estime universelle, et est considéré comme l'un des éconmistes les plus émérites du pays de France. N'oublions pas, dit-il en terminant, que c'est à lui que nous devons d'avoir vu les présidence equi nous apermis d'obseint les droits sur les biés et le bétail qui ont sauvé l'agriculture d'un véritable désastre.
M. Dubar, en prena possession du fauteull, fait un exposé complet des travaux que la Société aura à mener à bonne fin pondant l'asuée 1891; dénonciation des traites de commerce étude des pouveaux tarifs, vote de la loi sur le mais, maintien des lois sur les céréales et aur les acces. Il terraine en remerciant le bureau sortant des services qu'il a rendus de la Societé, et particulèrement son président, qui l'a dignoment représentée à l'Exposition universelle.

qui l'à dignement représentée à l'Exposition universelle.

Il passe ensuite à l'ordre du jour :

M. le président fait part de la mort de MM. Hallette, du Catteau, et Godefroy, d'Ecourt-St-Quentin.
Der compliments de condolèances seront présentés aux deux familles au nom de la Société.

M. Victor Roger présente un aperçu de la loi actuellement soumise à l'examen du Sénat sur la police sanitaire des animaux affectés de maladies contagieuses et l'exercice de la médecine vétérinaire.

M. Tellier (de Cysoing) donne une suite d'observations pleines d'interêt sur l'importation des animaux de boucherie en France.

M. Auguste Potié (d'Haubourdin) appuie la thèse de M. Tellier, et demaude l'adjonction d'un article aux propositions faites par M. Roger au point de vue des modifications à apporter à la nouvelle loi.

M. Florimond Desprez fait une communication sur la culture de la pomme de terre à grands rendements et donne les résultaits de see essais.

Il relate également les résultats obtenus dans la culture de l'avoine.

Ces expériènces ont pour but principal de déterminer le meilleur assolement, les meilleures compositions d'engrais et aussi l'espèce la plus favorable.

M. le président entretient la société de la question ner le meilleur assolement, les meilleures composi-tions d'engrais et aussi l'espèce la plus favorable. M. le président entretleut la société de la question des droits sur le mais. Il fait connaître les nombreu-ses démarches déjà faites auprès de M. le ministre de l'agriculture, de la Commission des douanes. des pouvoirs publics, des Sociétés et Comices agricoles de la région. Le compte-rendu de ces démarches a été également communiqué à tous les journaux du dé-partement.

également communique à tous partement. M. Hanicotte, président du Syndicat des distilateurs M. Hanicotte, président du Syndicat des distilateurs M. Hanicotte, president du Syndicat des distinateurs agricoles, donne lecture d'une lettre du Comice agricole de l'arrondissement de Béthune, qui regrette l'attitude de M. le ministre de l'agricotture dans la discussion des droits sur le maïs. Il montre, en s'appuyant sur des chiffres, l'importance de l'application de ces droits.

de ces droits.

M. Auguste Pottier (d'Haubeurdin) s'associe aux vœux émis par M. Hanicotte et propose le vote d'un ordre du jour qui est adopté par l'assemblée après

ordre du jour qui est adopté par l'assemblée après modification.

M. le président donne lecture d'une protestation contre toute modification nouvelle apportée à la loi de 1884 sur les sucres. Cette protestation est adoptée.

M. Alfred Trannin, député du Nord, rend compte à la réunion de l'état des travaux de la commission des douanes. Elle a entendu aujourd'hui même M. le ministre du commerce et passers asmedi à la discussion générale. Elle prendra probablement ca jour-là une décision définitive et nommera son rapporteur. Le rapport sera déposé dans le courant de la semaine prochaîne. Il y a tout lieu d'espèrer, ajoute M. Fraunin, une solution favorable aux intéréts de la culture dans cette question si importante.

aux intéréts de la culture caus cut o que con a mi-portante.

M. le président entretient la Société de la nouvelle taxe proposée sur les alcools. C'est encore une nou-velle charge pour la région du Nord. Il recommande à l'examen attentif de M. Trannin, tout ce qui concerca la législation des alcoola.

Une commission de 34 membres est chargée d'exa-miner toutes les questions ayant trait aux tarifs de douane et à la législation aur les produits intéressant l'arrigulture.

douane et a la legislation sur ses produits interessent l'agriculture.

M. Dubar lit une lettre de M. Ernest Dervaux, de Vieux-Coudé, concernant l'application de l'impôt fon-cier. A la suite de cette lecture, et sur la proposition de M. Louis Dervaux, de Wargnies-le-Graud, la réunion déctée qu'un questionnaire faisant ressociir les anomalies qui peuvent exister dans l'applica-tion de l'impôt sera adressé à tous les membres de-la Seciété.